

Le Directeur Général

Le Président du Conseil Départemental

Direction Générale  
Mission Inspection Contrôle Réclamations

Affaire suivie par : [REDACTED]

Téléphone : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]

Affaire suivie par : [REDACTED]

Téléphone : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]

Réf : IC-0724-9045-D

à

PJ : tableau des mesures définitives

Date :

RAR : 1A 208 610 3635 2

[REDACTED]  
de l'EHPAD Résidence Ouleta  
Avenue Olympe de Gouges  
05400 VEYNES

**Objet** : notification du tableau des mesures définitives : EHPAD Résidence Ouleta

Votre établissement a fait l'objet d'une inspection conjointe et inopinée sur site le 2 février 2024. Le rapport d'inspection accompagné du tableau des mesures envisagées vous a été notifié le 2 avril 2024.

Dans le cadre de la phase contradictoire, vos éléments de réponse communiqués par courriels le 28 mai 2024 ont été analysés par nos services.

Il ressort de l'examen des documents produits que des mesures correctives ont été mises en œuvre afin d'améliorer la prise en charge des résidents. La procédure contradictoire est désormais clôturée. A ce stade de la procédure 2 injonctions, 30 prescriptions et 32 recommandations vous sont notifiées dans le tableau annexé. Le délai de mise en œuvre de ces décisions court à compter de la notification de la présente.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, ces décisions sont susceptibles de faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la réception devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le suivi des mesures administratives sera assuré par les inspecteurs de la délégation départementale des Hautes-Alpes de l'Agence Régionale de Santé ([REDACTED]) et les inspecteurs du Département des Hautes-Alpes ([REDACTED]). Nous vous demandons de leur adresser, aux différentes dates d'échéance, le tableau de suivi des mesures administratives complété par vos soins sous format WORD et PDF, assorti des pièces justificatives.

Nous vous rappelons enfin que le rapport d'inspection et les décisions prises font partie des documents administratifs communicables aux tiers au sens des articles L311-1 et L300-2 du code des relations entre le public et l'administration.

Le Directeur Général de l'ARS PACA

Le Président du Conseil Départemental  
des Hautes-Alpes

